



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
DREAL Bourgogne-Franche-Comté
Ud 39-71 / Antenne de Chalon-sur-Saône
1 rue Georges Feydeau
71100 Chalon-sur-saône

Chalon-sur-saône, le 14/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ESE France

42 Rue Paul Sabatier
71530 Crissey

Références : XG/NM/2025/C_75
Code AIOT : 0025200040

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2025 dans l'établissement ESE France implanté 42 Rue Paul Sabatier 71530 Crissey. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'effectue dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement. Elle porte principalement sur les thèmes de la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels et la protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.

Il est à noter que l'inspection a été conduite dans un contexte particulier de gestion des conséquences d'une cyberattaque des serveurs informatiques du groupe en Allemagne qui a conduit à la perte des données liées à la maintenance du site et d'une grande partie du système documentaire qualité, hygiène, sécurité, environnement. La documentation est en cours de reconstitution.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ESE France
- 42 Rue Paul Sabatier 71530 Crissey
- Code AIOT : 0025200040
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ESE France est une filiale du groupe international éponyme spécialisé dans la fabrication d'emballages de grande taille et de conteneurs en matières plastiques, principalement destinés à la collecte des déchets.

L'activité principale de l'entreprise est la fabrication par injection de conteneurs mobiles en matière plastique pour la pré-collecte des déchets poubelles, conteneurs à déchets.

Le site est régulièrement exploité par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°08-06265 du 10 décembre 2008, modifié par l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2017-243-2.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prévention pertes GPI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Demande d'action corrective	3 mois
3	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Demande d'action corrective	3 mois
5	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 10/12/2008, article 4.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Sans objet
6	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 10/12/2008, article 4.2.2	Sans objet
7	Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 10/12/2008, article 4.3.5	Sans objet
8	Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales	Arrêté Préfectoral du 10/12/2008, article 4.3.11	Sans objet
9	Auto surveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 10/12/2008, article 90.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection retient de la visite que l'exploitant développe une culture environnementale moins planifiée qu'improvisée, qu'il serait utile de mieux formaliser concernant les obligations réglementaires applicables, notamment par l'ajout de procédures et de modes opératoires intégrés au système documentaire de l'entreprise.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Typologie des sites industriels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : A compter du 1 ^{er} janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1 ^{er} janvier 2022, les sites mentionnés font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.
Constats : L'exploitant utilise environ 15 000 t/an de polyéthylène haute densité (PEHD), dont 90 % est

d'origine recyclée (rPEHD) pour la fabrication par injection de conteneurs mobiles pour la pré-collecte des déchets.

La matière première se présente sous la forme de paillettes d'environ 12-13 mm au plus long, de granulés cylindriques d'environ 1,5 mm de diamètre et 3 mm de long ou sphériques d'environ 2 mm de diamètre.

L'approvisionnement de l'entreprise en granulés de plastiques industriels s'effectue :

- pour les colorants, par sacs de 15 ou 20 kg conditionnés en palettes filmées ;
- pour les matières premières, par sacs de type big-bag ou par citernes de vrac.

Le déchargement des palettes est assuré par l'exploitant à l'aide de chariots élévateurs.

Les citernes sont vidées dans les silos de stockage par les chauffeurs sous la surveillance et selon les consignes de l'exploitant. Leur mise en pression est limitée afin de prévenir la perte de granulés plastiques industriels par l'évent de la citerne.

Le stockage des matières entrantes et des colorants est réalisé en extérieur ou en intérieur dans des zones dédiées, en zone dédiée pour les palettes de sacs et les sacs de type big-bag, et en silos pour le vrac.

Le déconditionnement pour l'alimentation des presses à injecter est réalisé soit dans :

- les silos par aspiration de la centrale matières ;
- par transfert du contenu des sacs de matière première ou de colorants dans des bacs d'alimentation aux points de production dans l'atelier.

Les rebuts d'injection, les déchets plastiques de production (perçage, usinage) et les granulés issus de déversements accidentels sont collectés pour envoi en recyclage auprès d'un prestataire spécialisé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361

Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

Prescription contrôlée :

Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.

Constats :

À l'extérieur, un poste de nettoyage comprenant pelle, balai et balayette équipe la zone de dépotage au niveau des zones de déchargement.

À l'intérieur, plusieurs postes de nettoyage sont répartis dans les locaux de production.

Un souffleur, un aspirateur autoportant et une balayeuse adaptable sur chariot élévateur complètent les postes de nettoyage.

<p>Les avaloirs d'eaux pluviales se trouvant dans les zones identifiées à risque de perte de granulés de plastiques industriels, ou à leur proximité immédiate, ne sont pas tous équipés de paniers de récupérations (non-conformité).</p> <p>Les granulés de plastiques industriels sont collectés dans le bassin de rétention des eaux pluviales sans que la procédure de nettoyage soit clairement décrite. <i>Observation : l'exploitant pourrait améliorer ses dispositions par la signalisation des postes de nettoyage et améliorer la rétention en amont aux points identifiés à risque de déversement (le plus en amont) par la surveillance systématique des lieux de déchargement en fin d'opération.</i></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant équipera chaque avaloir d'eaux pluviales situé dans les zones à risque de perte d'un dispositif de collecte des granulés de plastiques industriels et en justifiera auprès de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ; b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ; c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ; d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ; e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ; f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ; g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. <p>Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>

Constats :

a) L'exploitant a identifié et cartographié les zones à risque de perte des granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Le zonage est complété d'une analyse de risque de perte de granulés de plastiques industriels par étape du processus de fabrication, depuis la livraison jusqu'à la gestion des déchets. Un plan d'action est associé à cette analyse de risque.

b) L'exploitant met en œuvre plusieurs dispositions de vérification des emballages par l'intermédiaire de la vérification quotidienne des zones de production par leurs responsables, l'audit hebdomadaire systématique conduit par le service HSE et l'audit hebdomadaire aléatoire conduit par le directeur de site.

Les manutentionnaires (caristes) vérifient l'intégrité des contenants transportés

Cependant, aucune procédure ne formalise ces actions qui ne sont pas tracées (**non-conformité**).

c) Les granulés répandus sont collectés d'initiative par les équipes de production ou les manutentionnaires sans qu'une procédure définisse la conduite à tenir en cas de déversement accidentel.

d) L'exploitant procède à la collecte des granulés de plastiques industriels dans le bassin de rétention des eaux pluviales sans qu'une procédure ne soit définie.

En aval du bassin, un système de filtration sur sable puis charbon actif permet d'empêcher la perte de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Toutefois, une vanne palette de décharge du bassin en cas de fortes pluies est susceptible d'entraîner la perte de granulés.

Le bassin a fait l'objet d'un récent curage décennal au cours duquel une petite quantité de granulés de plastiques industriels a été déversée dans l'environnement. Les granulés ont été immédiatement récupérés par l'exploitant sous le contrôle de l'office français pour la biodiversité.

e) L'inventaire des équipements n'est pas formalisé, cependant les audits systématiques permettent le contrôle de leur état (**non-conformité**).

f) Une sensibilisation aux règles de prévention de la perte de granulés de plastiques industriels est dispensée à chaque personnel en fonction du niveau de criticité de son activité pendant la formation hygiène, sécurité, environnement de l'entreprise et lors des sensibilisations réalisées environ toutes les 3 semaines pour chaque équipe. Le contenu de la sensibilisation, s'il est défini, n'est pas pour autant formalisé.

Les intervenants extérieurs sont informés sans que les dispositions prises leur soient clairement précisées.

Des affichages sont présents dans les différentes zones de l'entreprise ; leur identification et leur signalisation mériterait d'être améliorée.

g) Un audit dit « OCS » (Opération Clean Sweep, programme auquel participe l'exploitant) est réalisé chaque semestre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant rédigera les procédures afférentes à la prévention de la perte de granulés de plastiques industriels et à la maintenance des différents équipements qu'il inventoriara.

Il intégrera la sensibilisation à la perte de granulés de plastiques industriels à la formation des nouveaux arrivants et formalisera le support de formation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364
Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai d'un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2022. .</p>
<p>Constats :</p> <p>L'audit initial a été conduit le 05/10/2022 ; il sera renouvelé en juillet 2025. L'exploitant a publié le certificat et la synthèse du rapport d'audit sur la page Internet du site de l'entreprise : https://www.es.com/company/certifications/ Il est à noter que l'exploitant est par ailleurs engagé dans le programme Operation Clean Sweep (OCS) de prévention des pertes de granulés de plastiques industriels dans l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2008, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommations d'eau
Prescription contrôlée :

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m3)
Réseau public	Chalon sur Saône	10 000

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

Constats :

La consommation annuelle moyenne relevée est d'environ 3 200 m³.

Le relevé effectué par l'exploitant est mensuel et non hebdomadaire (**non conformité**). Il est consigné sur un registre informatique.

L'exploitant justifie de l'extension de la périodicité du relevé par la faible consommation du site et l'utilisation de l'eau potable pour un usage essentiellement sanitaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le bien fondé d'un réajustement du prélèvement maximal annuel autorisé et d'un allongement de la périodicité des relevés paraît recevable. L'exploitant en fera la demande en réponse à cette fiche de constat, ce qui permettra de lever la non-conformité. Par suite, ces paramètres seront corrigés lors d'une prochaine modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter ou par lettre de prise d'acte préfectorale.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2008, article 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents liquides

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats :

Le plan des réseaux est à jour.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Localisation des points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2008, article 4.3.5

Thème(s) : Risques chroniques, Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Type d'effluents	Traitement préalable	Point de rejet
1 - Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Séparateur d'hydrocarbures Dispositif de récupération de granulés	Milieu naturel - Ruisseau (1 unique point de rejet)
2 - Eaux pluviales non susceptibles d'être polluées	-	Milieu naturel - Ruisseau (1 unique point de rejet)
3 - Eaux résiduaires	Séparateur d'hydrocarbures en sortie de l'atelier injection Dispositif de récupération de granulés	Station d'épuration de l'Auzin

Constats :

Les points de rejets sont conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2008, article 4.3.11	
Thème(s) : Risques chroniques, Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de	
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :	
Paramètre	Concentrations instantanées (mg/l)
MES	30
DCO	60
Hydrocarbures totaux	5
Métaux totaux	5
Indice phénols	0,3
Constats : Les résultats des analyses des eaux pluviales réalisées en octobre 2024 sont conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral.	
Type de suites proposées : Sans suite	

N° 9 : Auto surveillance des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2008, article 90.2.1		
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance		
Prescription contrôlée : Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :		
Points de rejet	Eaux résiduaires	Eaux pluviales
Paramètre	Fréquence	Fréquence

Débit	2 fois par an	-
MES	2 fois par an	1 fois par an
DCO	2 fois par an	1 fois par an
DBO ₅	2 fois par an	-
Azote global	2 fois par an	-
Phosphore	2 fois par an	-
Hydrocarbures totaux	2 fois par an	1 fois par an
Indice phénols	2 fois par an	1 fois par an
AOX	2 fois par an	-
Métaux totaux	2 fois par an	1 fois par an

Constats :

Les analyses des eaux résiduaires et pluviales sont conduites conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Sans suite